

CHIYUKI AOI

Professeure de sécurité internationale à la Graduate School of Public Policy à l'Université de Tokyo

Steven ERLANGER

Nous allons commencer avec Chiyuki Aoi, professeure de Sécurité internationale à l'université de Tokyo. Chiyuki, c'est à vous.

Chiyuki AOI

Merci de votre aimable présentation, Monsieur le Président. Je suis Chiyuki Aoi, de l'Université de Tokyo, et je suis très heureuse et très honorée d'être ici. Je fais partie de ce panel sur l'Asie de l'Est, mais mon domaine d'expertise universitaire est la sécurité internationale ; j'aimerais donc discuter des enjeux régionaux de l'Asie de l'Est dans une perspective plus globale.

Mon intervention s'intitule : *Création d'un ordre fondé sur des règles : les valeurs dans la politique contemporaine étrangère et de sécurité*. Tout d'abord, je souhaiterais dire que toutes les vues que j'exprime sont mes opinions académiques personnelles et indépendantes, et ne représentent pas mon institution de rattachement. Bien que j'aie récemment occupé un poste de conseiller au sein du Conseil de sécurité et de capacités de défense du gouvernement japonais actuel, les vues exprimées ici sont les miennes.

Aujourd'hui, comme il m'a été demandé, je vais m'en tenir à sept ou huit minutes de présentation ; je vais donc aborder trois points. Premièrement, j'avancerais que dans l'ensemble, à l'heure actuelle, les valeurs jouent un rôle très important dans la politique étrangère et de défense. Cela a toujours été le cas, mais je pense que pour diverses raisons, c'est plus important aujourd'hui. Deuxièmement, je souhaiterais aborder certains points clés des lignes directrices actuelles du programme japonais de défense nationale et de la relation entre ces points et la stratégie fondée sur les valeurs du Japon. Troisièmement, j'évoquerai certains des défis auxquels est confrontée une politique étrangère et de défense fondée sur les valeurs.

Les politiques étrangères ont toujours été explicitement liées à des valeurs, il n'y a donc là rien de nouveau. Toutefois, les intérêts, y compris les intérêts nationaux, sont aussi liés à des valeurs, qui peuvent être de toutes sortes. Elles ne doivent pas nécessairement être libérales, même si nous finissons effectivement par parler d'intérêts nationaux concrets et de valeurs libérales. Les valeurs peuvent être de tout ordre, et très souvent, les politiques étrangères et de défense sont intimement liées à nos valeurs. Toutefois, comme il a souvent été mentionné au cours de cette conférence, nous vivons actuellement une époque où les valeurs et idéaux libéraux sont fortement contestés de l'intérieur par des forces favorisant le populisme et l'unilatéralisme, par opposition au multilatéralisme ; et également de l'extérieur, par des entités qui remettent fondamentalement en question les modes libéraux de gestion des relations politiques. Il est donc naturel que nos politiques de défense en viennent à impliquer la défense de valeurs. Étant donné qu'une grande partie de nos politiques étrangères et de défense sont liées à la défense de valeurs, il est nécessaire de bien communiquer ce que sont les valeurs que nous défendons, d'où l'importance de la communication stratégique. Il est particulièrement important d'expliquer et de justifier les actions, car les actions entreprises s'articulent notamment autour d'enjeux telle l'utilisation de la géoéconomie, qui fait fi des frontières traditionnelles de la stratégie. Que ce soit par choix ou non, très souvent la communication remplace la force physique, ce, en manipulant ou en détournant la façon dont la force physique est perçue, ou la façon dont les calculs sont effectués lorsque des affrontements militaires s'intensifient, comme on l'a vu en Ukraine. De plus, les démocraties sont particulièrement affectées par l'avènement des technologies d'information et de communication, comme l'expansion des médias sociaux, l'existence du cyberspace et la mondialisation.

Je pense que les caractéristiques que je viens de mentionner sont très importantes dans le cadre des lignes directrices actuelles du programme japonais de défense nationale. Vous ne le savez peut-être pas, mais ce document est à peu près l'équivalent de la « Strategic and Defence Security Review » au Royaume-Uni. C'est une doctrine qui justifie l'utilisation du budget de défense, et dans le cas du Japon, elle se trouve directement en dessous de notre stratégie de sécurité nationale, adoptée en 2013. Nous avons révisé les lignes directrices à la fin de l'année dernière, et je souhaiterais mettre en lumière certaines grandes caractéristiques pertinentes.

Les lignes directrices du programme de défense nationale ont adopté une nouvelle stratégie multi-domaines comportant une nouvelle focalisation sur le cyberspace et l'électromagnétisme. Ces domaines changeront la donne d'ici une dizaine d'années, il est donc normal qu'ils soient inclus. Selon moi, il est également important que les lignes directrices actuelles du programme aient redéfini le but de la défense du Japon de manière à avoir des liens spécifiques directs avec des activités défensives particulières ; je pense que cela aura des implications pour la stratégie fondée sur les valeurs du Japon. Le pays compte désormais trois buts de défense nouvellement reformulés. Le premier but est la *création* d'un environnement de sécurité désirable pour le Japon, et pour lequel le Japon utilisera l'ensemble des capacités gouvernementales. Le second but est d'utiliser la dissuasion pour empêcher les menaces d'atteindre le Japon ; et le troisième est de contrecarrer les menaces et de minimiser les dommages en cas d'échec de la dissuasion. Bien sûr, ces buts se renforcent mutuellement, et le premier, la *création* de l'environnement (qui équivaut peut-être au premier point de la doctrine militaire britannique « *shape, secure, hold and develop* »), est nouveau. Ces buts justifient par exemple les activités des forces japonaises d'autodéfense – autrement dit de notre armée – dans ce qui relève essentiellement du *Defence Engagement* (influence de défense) et de la communication stratégique. Normalement, l'influence de défense inclut le développement des capacités, la diplomatie défensive, les opérations de maintien de la paix, etc. Ces activités relèvent de la « coopération en matière de sécurité » comme il est dit en japonais. Étonnamment, ces activités n'avaient auparavant pas de lien explicite avec les buts de la défense japonaise ; désormais, elles relèvent d'un domaine spécifique qui est vraiment le leur. Il est important que ces activités de *création* puissent maintenant renforcer la stratégie fondée sur les valeurs du Japon, afin que le pays atteigne ses objectifs de politique étrangère et de défense.

Les stratégies fondées sur les valeurs du Japon ont pris bien des formes au cours des 15 dernières années ; actuellement, l'initiative la plus importante est celle de « l'Indo-Pacifique libre et ouvert » (FOIP). Parmi les puissances européennes, la France et le Royaume-Uni sont des partenaires majeurs de cette initiative. Dans la région Asie-pacifique, les liens du Japon avec l'Inde, l'Australie et les États-Unis sont fermement établis dans ce contexte, et tous ces partenaires sont désireux de développer leurs relations. Je pense réellement que le nouveau bloc régional de l'Indo-Pacifique est en plein essor. À noter que l'initiative FOIP trouve son origine au Japon et fait suite, 15 ans auparavant, à des initiatives fondées sur les valeurs comme l'Arc de liberté et de prospérité ; par conséquent, l'origine de la stratégie japonaise fondée sur les valeurs est antérieure aux préoccupations actuelles concernant la Chine. L'initiative FOIP, lancée par le Japon, offre des approches différentes de celle adoptée par les États-Unis à l'heure actuelle, davantage axée sur le militaire et les alliances. L'initiative FOIP du Japon reprend les principes de l'ordre fondé sur des règles – particulièrement dans le domaine maritime –, la durabilité et l'*ownership* local en matière d'investissement et d'aide publique au développement.

Nous avons peu de temps ; en guise de conclusion je vais donc passer à la question des défis. La création d'un ordre fondé sur des règles peut sembler assez abstraite : de quelles règles et de quel ordre parlons-nous vraiment ? Je pense que c'est la finalité de l'ensemble de la stratégie fondée sur les valeurs. Ensemble, entre pays, partenaires locaux et autres tiers aux vues similaires, nous devons définir ce que peuvent être ces règles. Par exemple, il existe des désaccords substantiels entre grandes puissances dans la région concernant ce que sont ces ordres et ces règles, ainsi que des différences significatives de politique si l'on examine les relations bilatérales au sein de la région. Ainsi, la politique des Européens, des Japonais, des Australiens et des États-Unis à l'égard de l'Asie du Sud-Est implique toujours des tensions entre les pressions engendrées par des valeurs tels les droits de l'homme et le dialogue dit constructif. Plus spécifiquement, les politiques bilatérales des nations occidentales, par exemple vis-à-vis du Myanmar, ont été différentes dans l'histoire.

En second lieu, la coordination des politiques entre pays décrits comme ayant des vues similaires constitue donc un défi. Le manque de dialogue au sein de ces groupes de pays ainsi qu'avec les partenaires locaux concernant la mise en œuvre de diverses politiques et initiatives, est une préoccupation constante. Dans ce contexte, l'initiative FOIP



devrait être considérée comme le principal véhicule pour amener alliés et partenaires à suivre un même chemin. Les projets concrets doivent être gérés conjointement et les relations avec les acteurs clés de la région doivent être coordonnées ; or, l'initiative FOIP est une activité hautement influente, et, par nature, multilatérale.

Enfin, je m'inquiète de la tendance au réalisme régional, ce qui schématiquement signifie que nous n'avons pas le temps de nous occuper des questions qui préoccupent les autres régions. C'est ainsi qu'en Asie, on parle sans cesse de la Corée du Nord ou de la montée de la Chine en tant que grande puissance, tout en négligeant les préoccupations et les défis auxquels l'Europe fait face, et inversement. Selon moi, c'est une tendance très dangereuse. Je pense que nous devons nous parler, partager nos préoccupations, et peut-être qu'ensemble nous pourrions développer les prémisses d'un ordre fondé sur les règles. Je crois qu'il serait dans l'intérêt de l'Europe et du Japon de travailler ensemble pour définir cette notion. Je vous remercie.

Steven ERLANGER

Merci beaucoup de cette excellente présentation. Merci pour cette vue d'ensemble.